

Révélation : Le Gouvernement Britannique avait mis en place une action pour minimiser l'impact de Fukushima sur l'opinion publique.

Le Guardian révèle les échanges internes d'e-mails entre les autorités gouvernementales et les industriels (EDF Energy, Areva, Westinghouse, ...) sur la campagne de communication lancée pour protéger le développement et la construction des nouvelles centrales nucléaires Britanniques suite à la catastrophe de Fukushima.

- [Rob Edwards](#) Jeudi 30 juin 2011

Les responsables du Gouvernement britannique ont approché les industriels du nucléaire afin de concevoir une stratégie et de coordonner les relations publiques pour minimiser la catastrophe nucléaire de Fukushima ceci juste deux jours après le séisme et le tsunami au Japon et avant que ne soit connu l'ampleur de la pollution environnementale radioactive.

Le Guardian s'est procuré les e-mails internes échangés qui montrent comment les industriels des multinationales de l'énergie nucléaire, comme EDF Energy, AREVA, Westinghouse, etc... ont travaillé dans les coulisses en étroite collaboration avec le département [de l'énergie](#) pour tenter de s'assurer que la catastrophe de Fukushima n'impacte pas leurs plans pour la construction de la nouvelle génération de centrales nucléaires prévue au Royaume-Uni.



Les fonctionnaires du gouvernement ont lancé une campagne de RP pour s'assurer que la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon n'impactera pas les prévisions de constructions des nouvelles centrales nucléaires au R-U. Photographie : AP

"Nous nous devons au retour de la confiance en l'industrie nucléaire dans le monde" a écrit un haut fonctionnaire du [Department pour le Business, l'Innovation et les Compétences \(BRI\)](#), dont le nom a été expurgé des e-mails. "Nous devons nous assurer que les anti-nucléaires et que l'opinion publique ne gagnent du terrain sur ce point. Nous avons besoin d'occuper l'espace médiatique et le tenir. Nous avons vraiment besoin de montrer que la sûreté des installations nucléaires est parfaite."

Les fonctionnaires ont souligné l'importance de prévenir tout incident qui pourrait saper le soutien de la population pour l'énergie nucléaire.

Le député conservateur Zac Goldsmith, qui siège dans le comité d'audit environnemental de la Chambre des Communes a condamné cette affaire de coordination et collusion entre le gouvernement et les industriels du nucléaire que les échanges e-mails divulgués semblent révéler.

"Le gouvernement n'a pas à faire de relations publiques pour l'industrie nucléaire et il serait épouvantable si ses services ont minimisé l'impact de Fukushima" a-t-il dit.

Louise Hutchins, une porte-parole de Greenpeace, a déclaré que ces e-mails ressemblaient "à une collusion scandaleuse". "Cela met en évidence l'obsession aveugle du gouvernement pour les centrales nucléaires et montre que nous ne pouvons faire confiance ni à eux, ni aux industriels quand il s'agit de nucléaire", a-t-elle dit.

Le désastre de Fukushima, déclenché par le tremblement de terre au Japon et le tsunami du 11 mars a contraint déjà plus de 80 000 personnes à quitter leurs maisons.

Les sondages d'opinion suggèrent qu'ils ont un impact sur le soutien de l'opinion publique pour l'énergie nucléaire en Grande-Bretagne et [aussi dans le monde](#), notamment pour l'Allemagne et [l'Italie](#), la Suisse, la Thaïlande et la Malaisie avec l'annulation prévue de centrales nucléaires dans le sillage de la catastrophe.

Le département des affaires a contacté le 13 mars par courriels les firmes nucléaires et leur organe représentatif [l'Association des Industriels du Nucléaire \(NIA\)](#) soit deux jours après la catastrophe qui a frappé les centrales nucléaires et leurs systèmes de sécurité de secours à Fukushima. Le ministère a soutenu que des images de télévision de l'époque montraient que cela n'était pas grave mais donnait l'impression d'être plus que "spectaculaire", même si les conséquences de l'accident étaient encore en cours et que les trois fortes explosions dans les enceintes des réacteurs ne s'étaient pas encore produites.

"Les radiations libérées ont été contrôlées et les réacteurs avaient été protégés", a déclaré le fonctionnaire du BRI, dont le nom a été masqué sur les e-mails. "Tout cela fait partie des systèmes de sécurité pour contrôler et gérer une situation comme celle-ci."

Le fonctionnaire a suggéré que si les industriels avaient transmis leurs commentaires, ils devaient être incorporés dans des mémoires destinés aux ministres et aux déclarations du gouvernement. *"Nous devons tous travailler à partir des mêmes éléments pour obtenir un message identique à travers les médias et le public".*

"Les personnes anti-nucléaires à travers l'Europe n'ont pas perdu de temps pour agir tout cela dans le flou de Tchernobyl" a dit le fonctionnaire concernant Areva. "Nous avons besoin d'annuler l'impact des commentaires qui essayent de comparer cela à Tchernobyl."

Les responsables japonais avaient d'abord classé l'accident de Fukushima au niveau quatre sur l'échelle internationale des événements nucléaires [INES](#), ce qui signifie qu'il n'y avait que "des conséquences locales". Mais il a été classé ensuite le 11 avril au niveau 7, ce qui en fait officiellement un accident majeur et le met sur un pied d'égalité avec Tchernobyl en 1986.

Le [Département de l'Energie et du Changement Climatique \(DECC\)](#) a publié plus de 80 courriels envoyés dans les semaines après Fukushima en réponse aux demandes d'information. Ils montrent également que:

- Westinghouse a déclaré et rapporté des propos tenus par le vice-Premier ministre, Nick Clegg sur le coût des nouvelles centrales nucléaires, qu'il a jugé "inutiles et un peu prématurées".
- L'entreprise a admis que son nouveau réacteur l'[AP1000](#), "n'a pas été conçu pour les tremblements de terre en ampleur de magnitude de ceux du Japon", et qu'il aurait besoin d'être modifié pour des zones sismiques comme celles du Japon et de la Californie.
- Le chef de la DECC du [bureau pour le développement du nucléaire](#), Mark Higson, a demandé à EDF de prendre en compte les réserves concernant l'examen de sécurité réalisé par le secrétaire à l'énergie, [Chris Huhne](#), et a ajouté: *"Nous ne savons pas si cette "sage" demande de révision unilatérale à EDF ne pourrait pas déclencher une guerre d'enchères."*
- EDF a promis d'être «sensible» à la manière dont les travaux de mises aux normes des sites nucléaires britanniques *"pourraient être considérés à la lumière des événements du Japon"*.
- Il a également demandé que les ministres ne retardent pas l'approbation pour une nouvelle zone de stockage des déchets radioactifs au [site nucléaire de Sizewell dans le Suffolk](#), même en acceptant il y avait un *"risque potentiel de procédures judiciaires."*
- La BRI a averti qu'il fallait *"une réponse positive des industriels concernant la sûreté des installations nucléaires - sinon, il pourrait y avoir des conséquences néfastes sur le programme en cours"*.

Le 7 avril, le bureau du développement du nucléaire a invité les entreprises à participer à une réunion au siège de la NIA à Londres. L'objectif était de *«discuter d'une communication commune et d'une stratégie d'engagement visant à assurer pour tous de maintenir la confiance parmi le public britannique sur la sécurité des centrales nucléaires et les nouvelles constructions prévues par les politiques par rapport aux récents événements à la centrale nucléaire de Fukushima»*.

D'autres documents publiés par l'Autorité Gouvernementale de Sécurité nucléaire et le [Bureau de la Réglementation Nucléaire](#), révèlent que le texte d'une annonce faite le 5 avril concernant l'impact de Fukushima sur le nouveau programme nucléaire en UK avait en privé été effacé par les représentants de l'industrie nucléaire, lors d'une réunion la semaine précédente. Selon un ancien régulateur, qui a préféré garder l'anonymat, le degré de collusion était "vraiment choquant".

Un porte-parole du DECC et de la BRI, a déclaré: *"Compte tenu du déroulement des événements sans précédent au Japon, il était approprié de partager les informations avec les principaux intervenants, en particulier ceux impliqués dans l'exploitation des sites nucléaires, le gouvernement a été très clair dès le départ qu'il était très important de ne pas l'occulter. Un jugement hâtif et une réponse devraient être fondés sur des preuves tangibles. C'est pourquoi nous avons demandé à l'inspecteur en chef du nucléaire, le Dr Mike Weightman, de fournir un rapport circonstancié et fondé sur des preuves"*

Une source de la DECC a minimisé l'importance des e-mails de la BRI officiels anonymes, en disant: *«Le fonctionnaire subalterne de la BRI n'était pas responsable de la politique nucléaire et ses opinions étaient sans rapport avec les décisions des ministres dans la foulée du tremblement de terre japonais»*

Tom Bruke, un ancien conseiller en environnement du gouvernement et professeur honoraire à l'Imperial Collège de Londres, a averti que le gouvernement britannique était en train de répéter les erreurs faites au Japon. *«Ils sont trop proches de l'industrie, de la dissimulation des problèmes, plutôt que de les révéler et de traiter»,* a-t-il dit.

«Je serais beaucoup plus rassuré si la DECC s'était souciée de savoir comment le gouvernement allait faire face aux 200 à 300 m\$ de passifs résultant d'un accident nucléaire catastrophique en Grande-Bretagne.»

[Le gouvernement a confirmé la semaine dernière la construction pour huit nouvelles centrales nucléaires](#) en Angleterre et au Pays de Galles. "If acceptable proposals come forward in appropriate places, they will not face unnecessary holdups" a déclaré le ministre de l'énergie, Charles Hendry.

La NIA n'a pas commenté directement les e-mails diffusés. *"Nous sommes financés par les industriels membres pour lesquels nous représentons leurs intérêts commerciaux et autres arguments convaincants pour la construction des nouvelles centrales nucléaires au Royaume-Uni",* a déclaré le porte-parole de l'association". *"Nous nous félicitons des conclusions provisoires de l'organisme indépendant de régulation, qui ont été présentées au gouvernement britannique par le Dr Mike Weightman, et qui ont conclu que les réacteurs nucléaires du Royaume-Uni sont sûrs."*